

Fiche 17 : Agriculture

Une politique sans vision a conduit les agriculteurs dans le mur. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la définition d'une nouvelle politique agricole. Un modèle à inventer et faire partager, pour retrouver l'inspiration et la force de l'agriculture française et européenne.

Chute du revenu, chute du nombre des exploitations, déficit de l'image des agriculteurs dans l'opinion, mauvaise image de l'agriculture auprès des agriculteurs eux-mêmes, voilà la réalité. La voie d'avenir, c'est de défendre un grand marché d'agriculteurs avec des prix garantis aux paysans. Pour cela, il faut organiser les marchés en trouvant des débouchés, par exemple pour les céréales. Le maintien d'une politique de production agricole en fonction de la consommation est nécessaire pour maintenir la stabilité des prix. Il faut favoriser l'organisation des petits producteurs entre eux pour faire face aux distributeurs ainsi que les exploitations familiales grâce aux aides publiques. Il est également nécessaire de développer les revenus complémentaires pour les exploitations.

La priorité est aujourd'hui de retrouver une politique agricole équilibrée au service de la France, des territoires et des agriculteurs. Ainsi, il faut lutter contre la trop grande concentration des opérateurs agricoles en aval et mieux prendre en compte les nouvelles filières agricoles. Pour faciliter le travail des agriculteurs il est important d'assouplir les procédures administratives qu'ils peuvent rencontrer notamment en matière de fermage, de méthanisation ou concernant les CIPAN.

Il faut que la France s'engage en Europe pour la défense d'un tissu agricole dense, pour que notre pays redevienne un pays à identité agricole. **Ainsi peut être traitée, pour notre pays, pour l'Europe et pour la planète, la triple exigence d'une politique agricole : la sécurité des approvisionnements en produits sains, une conduite protectrice de l'environnement et le maintien d'un tissu dense d'agriculteurs.**

Sans attendre, des améliorations sensibles à notre politique agricole sont possibles : la défense de la diversité (filières multiples : grandes et petites exploitations, fermes biologiques et traditionnelles) ; la gestion des risques agricoles ; l'organisation des professions pour améliorer les conditions de marché et équilibrer la puissance des centrales d'achat ; l'harmonisation et la simplification des labels ; simplifications administratives et réglementaires ; clarification de la rémunération des fonctions non-productives de l'agriculture (préservation de l'écosystème, paysages).

La priorité est donc de passer d'un système fondé sur la chimie (engrais...) à l'agronomie efficace et productive. Il est notamment urgent de mettre en place une gestion soutenable des eaux par irrigation et une réduction des déchets et des lisiers.

On peut, on doit aussi organiser un système mettant en « symétrie » le pollueur-payeur et le protecteur-indemnisé, renforcer la politique de soutien à la production de biocarburants, et donner une forte impulsion aux politiques de recherche française et européenne dans le domaine des biomatériaux, des biotechnologies, du génome.